

Octobre 2023

L'ASSURANCE DES ENTREPRISES AU CANADA :

une analyse socioéconomique d'un secteur vital



BAC

Bureau d'assurance
du Canada



Résumé

L'assurance des entreprises fait partie intégrante de l'économie canadienne. Les assureurs protègent le système économique contre d'éventuelles perturbations financières en prenant à leur charge une grande partie des risques inhérents à la production, à la distribution et à l'utilisation des biens et des services. Grâce à ce transfert du risque, les entreprises assurées peuvent exercer leurs activités sans craindre qu'un accident ou une erreur n'entraîne des pertes importantes, voire leur ruine financière.

Le rôle de l'assurance des entreprises comme amortisseur financier est d'autant plus important dans la conjoncture économique difficile. Les Canadiens ressentent les effets conjugués de l'inflation et de la faible croissance économique, illustrés très clairement par la flambée des prix et la crise du coût de la vie qui en découle. Dans un tel contexte, les assureurs sont bien placés pour comprendre les répercussions financières, tant pour les consommateurs que pour l'économie dans son ensemble.

Le marché canadien de l'assurance de dommages a beaucoup évolué depuis le début des années 1800, époque à laquelle furent souscrites les premières polices d'assurance-incendie. Aujourd'hui, près de 200 assureurs de dommages exercent leurs activités partout au pays et offrent une vaste gamme de produits d'assurance qui garantissent la résilience financière des titulaires de police d'assurance habitation, automobile et entreprise. L'assurance donne aux gens la tranquillité d'esprit nécessaire pour s'adonner à diverses activités sans craindre la ruine financière. Cette confiance est particulièrement essentielle dans un contexte où les risques évoluent rapidement.

Par ailleurs, l'analyse présentée dans ce rapport révèle que le secteur de l'assurance des entreprises contribue pour près de 15 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada, soutient environ 115 000 emplois et génère 8 milliards de dollars en revenus du travail.

Le secteur de l'assurance de dommages innove sans cesse pour offrir les produits et l'expertise en gestion du risque adaptés aux défis nouveaux et émergents. En tant que mécanisme de protection qui indemnise l'assuré ou l'entreprise assurée lorsqu'un sinistre survient, l'assurance tisse un important réseau de relations entre l'assureur, le titulaire de la police et la société dans son ensemble¹.

Non seulement les produits d'assurance permettent d'atténuer les pertes potentielles, mais ils contribuent aussi indirectement à soutenir la stabilité et la sécurité financières des entreprises et des consommateurs. Un tel soutien encourage la prise de risques calculés ainsi que l'entrepreneuriat, deux moteurs essentiels de la croissance économique canadienne. Essentiellement, l'assurance répond à deux besoins humains fondamentaux : (i) se sentir en sécurité, et (ii) planifier adéquatement l'avenir, y compris les événements imprévus². Bien que l'assurance soit souvent reléguée à l'arrière-plan, sa valeur est peut-être mieux illustrée par les retombées socioéconomiques qu'elle procure à l'ensemble des Canadiens.

¹ Grant, Eric. (2012). The Economic and Social Value of Insurance. The Geneva Association.

² Ibid, 5.



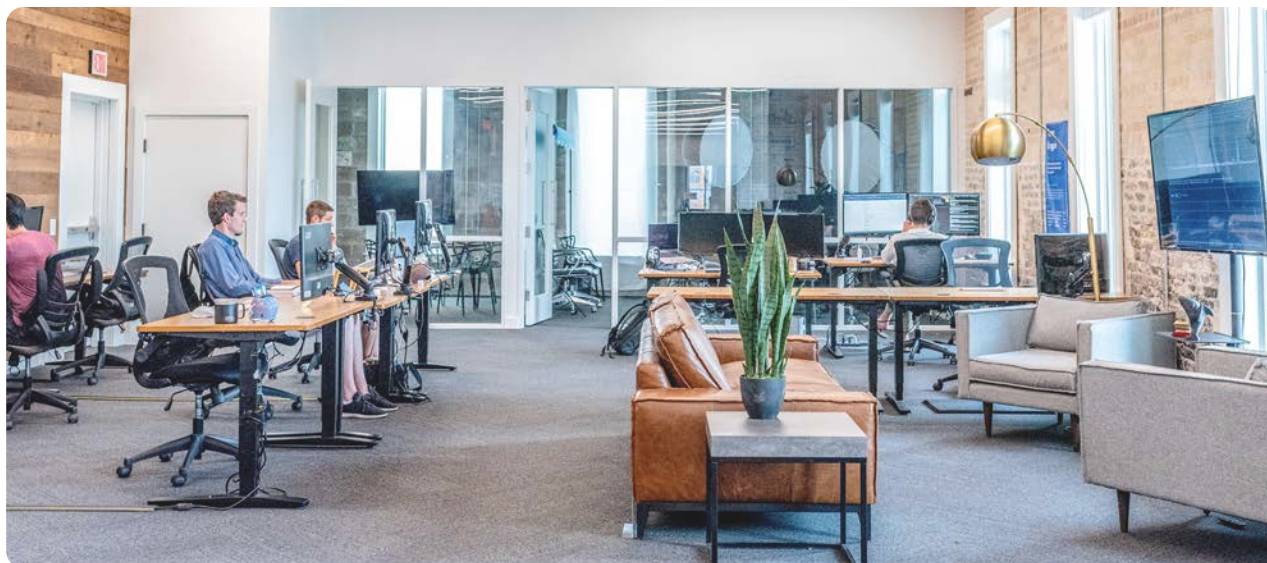
À propos de ce rapport

Ce rapport met en lumière le rôle important du secteur de l'assurance des entreprises dans le soutien à la vie moderne au Canada. Le Bureau d'assurance du Canada (BAC) tient à remercier Shane Wood, Craig Stewart et Pierre Leduc, de Statistique Canada, pour leur aide dans la collecte et la validation des données utilisées. Le rapport est divisé en trois chapitres :

- 1 Importance économique :** Le premier chapitre présente l'importance économique du secteur de l'assurance des entreprises au Canada. On y trouve des renseignements économiques généraux, ainsi que des estimations simulées et inédites des retombées économiques directes, indirectes et induites de l'assurance des entreprises.
- 2 Effets qualitatifs :** Le deuxième chapitre présente les nombreux effets qualitatifs, souvent subtils, de l'assurance des entreprises sur la société canadienne, notamment la facilitation de la prise de risque et l'encouragement de l'innovation.
- 3 Effets liés au marché et aux politiques publiques sur l'assurance des entreprises :** Le troisième chapitre présente les principaux enjeux liés au marché et aux politiques publiques qui influent sur le secteur de l'assurance des entreprises, ainsi que les recommandations formulées par le BAC.

Vous trouverez, dans les annexes, la définition des termes clés et des renseignements plus détaillés sur l'importance économique du secteur dans les différentes provinces du pays.

À la connaissance du BAC, il s'agit du premier rapport de ce type sur l'assurance des entreprises au Canada. Il dresse un portrait exhaustif de la façon dont ce secteur contribue au bien-être de la population canadienne.





Chapitre 1 : Importance économique

Renseignements généraux sur le secteur de l'assurance de dommages³



En 2022, le secteur canadien de l'assurance de dommages employait environ **297 000** personnes⁴.



Entre 2018 et 2022, les assureurs de dommages ont aidé les Canadiens en versant en moyenne **40 milliards de dollars** par an en réclamations.



En 2021, les assureurs de dommages ont versé directement plus de **13 milliards de dollars** en taxes et impôts aux trésors publics du Canada.



En 2022, le secteur de l'assurance de dommages a investi près de **40 milliards de dollars** dans des obligations du gouvernement du Canada. Ce montant équivalait à 56 % du total des investissements en obligations gouvernementales au pays⁵.

Afin de mesurer les effets quantitatifs de l'assurance des entreprises, le BAC a confié à Statistique Canada la réalisation de simulations économiques visant à estimer le PIB nominal, le nombre d'emplois et les revenus du travail. Statistique Canada a fourni des ensembles de données qui utilisent des tableaux ressources-emplois et des modèles entrées-sorties détaillés, établis à partir des données financières estimatives du secteur de l'assurance de dommages pour 2022.

Les estimations du modèle combinent les retombées économiques directes, indirectes et induites (cumulées) du secteur de l'assurance de dommages.

Pour obtenir plus de précisions sur la méthodologie utilisée par Statistique Canada et sur l'analyse secondaire réalisée par le BAC, se reporter à l'annexe A.

Les retombées économiques du secteur de l'assurance des entreprises au Canada

Pour estimer les retombées économiques globales, on a d'abord appliqué la part des primes directes souscrites en assurance des entreprises dans l'ensemble des primes directes souscrites en assurance de tout type, puis reporté cette proportion sur les résultats simulés par Statistique Canada pour l'ensemble des branches. Les primes d'assurance des entreprises regroupent l'assurance des biens commerciaux, l'assurance de responsabilité civile des entreprises et les assurances autres que celles pour véhicules de tourisme.

³ Bureau d'assurance du Canada (2023). « Value of Commercial Insurance to the Canadian Economy », <https://www.abc.ca/news-insights/in-focus/new-report-quantifies-and-qualifies-the-value-of-commercial-insurance-to-the-canadian-economy>

⁴ Les données sur l'emploi comprennent les postes à temps plein, les postes à temps partiel et les travailleurs autonomes. Source : Statistique Canada.

⁵ Analyse du BAC avec des données de MSA.



Cette section présente les effets quantitatifs estimés de l'assurance des entreprises sur le PIB, les revenus du travail et l'emploi au Canada en 2022.

Les retombées du secteur de l'assurance des entreprises pour le PIB en 2022

- Le secteur de l'assurance des entreprises a contribué pour 8,5 milliards de dollars au PIB du Canada.
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur⁶, chaque dollar généré par le secteur de l'assurance des entreprises entraîne 0,75 dollar supplémentaire dans d'autres secteurs canadiens (par exemple, les services juridiques, les services administratifs et les services de ressources humaines).
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur, les retombées économiques globales de l'assurance des entreprises pour le PIB canadien avoisinent les 15 milliards de dollars.

Les retombées du secteur de l'assurance des entreprises pour les revenus du travail en 2022

- Le secteur de l'assurance des entreprises a contribué pour 4,7 milliards de dollars aux revenus du travail du Canada.
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur, chaque dollar généré par le secteur de l'assurance des entreprises entraîne 0,75 dollar supplémentaire dans d'autres secteurs canadiens.
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur, les retombées économiques globales de l'assurance des entreprises pour les revenus du travail au Canada avoisinent les 8 milliards de dollars.

Les retombées du secteur de l'assurance des entreprises pour l'emploi en 2022

- Le secteur de l'assurance des entreprises a créé environ 56 000 emplois.
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur, chaque tranche de 100 emplois générés par le secteur de l'assurance des entreprises entraîne la création de 105 emplois supplémentaires dans d'autres secteurs canadiens.
- Si l'on utilise l'effet multiplicateur, les retombées économiques globales du secteur de l'assurance des entreprises pour l'emploi au Canada sont estimées à environ 115 000 emplois.

Dans l'ensemble, les données indiquent que le secteur de l'assurance des entreprises apporte une valeur considérable à l'économie canadienne. En effet, il contribue pour près de 15 milliards de dollars au PIB, soutient environ 115 000 emplois et génère 8 milliards de dollars en revenus du travail.

En outre, le modèle conçu par Statistique Canada a permis de mesurer les retombées économiques de l'assurance des entreprises sur les économies provinciales. Les résultats sont présentés dans les graphiques qui suivent (voir l'annexe B pour l'ensemble des données).

⁶ L'effet multiplicateur désigne l'effet d'une augmentation exogène de la demande sur le revenu national. Concrètement, les investissements du secteur de l'assurance des entreprises stimulent la demande et la consommation dans d'autres segments de l'économie canadienne.



Figure 1: Les retombées du secteur de l'assurance des entreprises sur le PIB et les revenus du travail à l'échelle du Canada

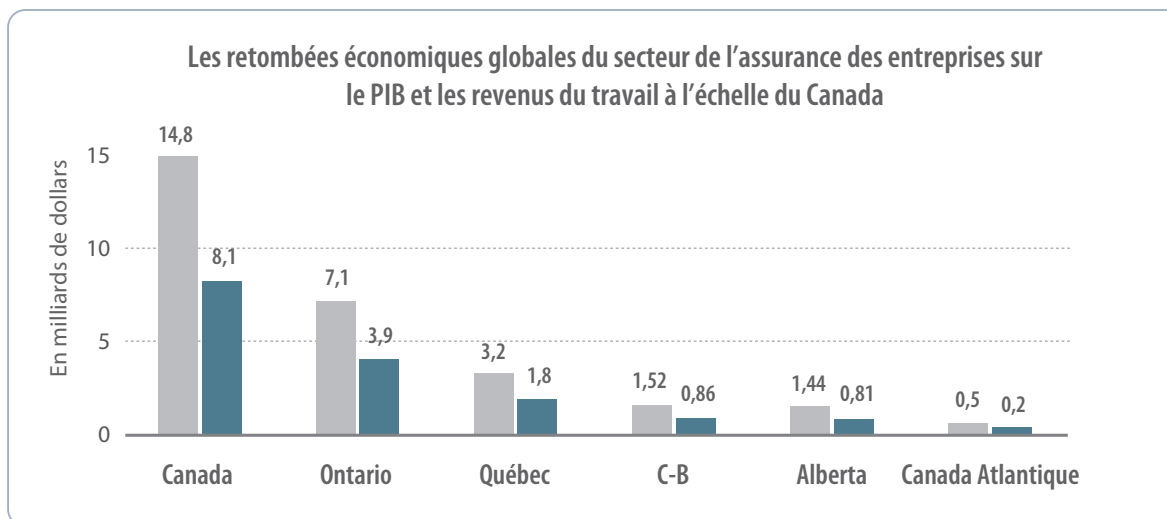
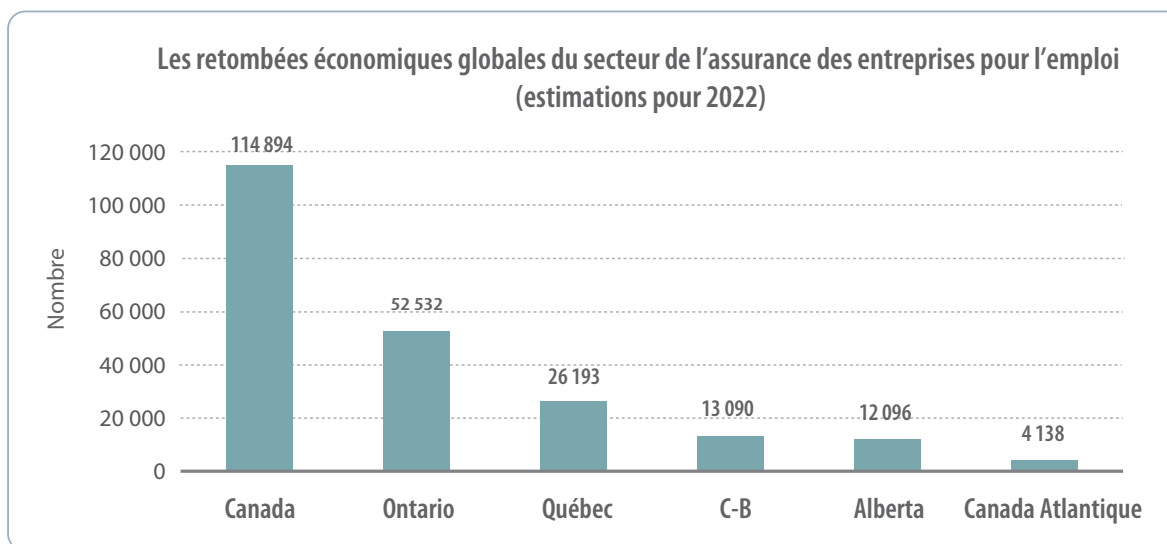


Figure 2 : Les retombées du secteur de l'assurance des entreprises pour la création d'emplois à l'échelle du Canada



Comparativement aux autres provinces, c'est en Ontario que le secteur de l'assurance des entreprises génère les retombées globales les plus importantes dans les trois domaines suivants : le PIB (environ 7 milliards de dollars), les revenus du travail (environ 4 milliards de dollars) et l'emploi (environ 53 000 postes). L'application de l'effet multiplicateur à ces trois variables montre qu'en Ontario :

- chaque dollar généré dans le PIB entraîne 0,74 dollar supplémentaire dans d'autres secteurs;
- chaque dollar généré en revenus du travail entraîne 0,74 dollar supplémentaire dans d'autres secteurs;
- chaque tranche de 100 emplois générés entraîne la création de 110 emplois supplémentaires, soit davantage que le calcul global national de 105 emplois.

Chapitre 2 : Effets qualitatifs – Favoriser l’élargissement des activités économiques et sociales



2a. Fonctions secondaires du secteur de l’assurance des entreprises et avantages pour la société

Au-delà de son effet direct sur les comptes nationaux et sur le bien-être économique du Canada, l’assurance des entreprises procure aussi des avantages socioéconomiques souvent subtils, cachés, mais largement répandus. Cette section met en lumière certains de ces avantages.

A. Atténuation des pertes financières

L’assurance a pour avantage premier de limiter les pertes financières. Cela va de la réparation ou de la reconstruction d’un immeuble commercial endommagé après une catastrophe naturelle (comme un feu de forêt, une inondation ou un tremblement de terre) à la couverture des frais juridiques découlant d’une poursuite en responsabilité civile. En offrant une meilleure sécurité financière, l’assurance procure aux entreprises et aux consommateurs une tranquillité d’esprit, et aide les familles et les entreprises à demeurer financièrement stables même en cas de coup dur imprévu⁷.

B. Intervention financière de première ligne

On ne peut pas toujours prévenir tous les risques. Dans le cas de sinistres rares mais dévastateurs, comme une catastrophe naturelle ou un acte terroriste, les polices d’assurance font souvent office de « premiers répondants » financiers : elles indemnisent les personnes touchées avant même que l’aide gouvernementale ou humanitaire ne soit déployée. En dépêchant du personnel sur le terrain pour appuyer les efforts de rétablissement et en intervenant rapidement pour atténuer et réparer les dommages, les assureurs d’entreprise aident à accélérer les opérations après catastrophe afin que les entreprises puissent se remettre rapidement à flot⁸. L’assurance ne se limite pas à couvrir les pertes, elle favorise aussi la relance économique.

C. Appui en capital et aux finances publiques

Les assureurs détiennent généralement un portefeuille diversifié de placements stables et à long terme, tels que des obligations de sociétés et du gouvernement. Ces placements leur permettent d’investir dans des actifs qui soutiennent leurs engagements en matière de souscription, qui seraient trop risqués sans cette réserve⁹. L’achat d’obligations du gouvernement aide implicitement le financement de services sociaux essentiels comme l’éducation et les soins de santé. Les administrations publiques comptent sur les marchés des capitaux pour financer leurs activités, ce qui signifie que les contribuables n’assument pas l’entière responsabilité des dépenses publiques. De cette manière, l’assurance des entreprises contribue à la bonne santé financière et socioéconomique du Canada.

⁷ Grant, Eric (2012). The Economic and Social Value of Insurance. The Geneva Association, 10.

⁸ Ibid, 12.

⁹ OECD Journal: Financial Market Trends (2016). « The Evolution of Insurer Portfolio Investment Strategies for Long-Term Investing », 3. <https://web-archiv.eocd.org/pdfViewer?path=/2016-12-20/420852-Evolution-insurer-strategies-long-term-investing.pdf>



En outre, l'assurance soutient les leviers de l'offre et de la demande dans l'économie en favorisant les échanges commerciaux, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Par exemple, l'assurance des marchandises permet aux entreprises d'importer des produits et d'augmenter ainsi l'offre disponible au Canada. De même, grâce à la couverture des pertes d'exploitation, l'assurance contribue à maintenir la demande lorsqu'une entreprise ne peut honorer ses commandes en raison d'un sinistre assuré dans son entrepôt.

D. Promotion de l'innovation

Dans le monde de l'innovation, beaucoup de petites entreprises en démarrage à faible capitalisation prennent de grands risques lorsqu'elles mettent au point de nouvelles technologies. Bon nombre d'avancées technologiques se réalisent à l'issue d'un long processus d'incubation au cours duquel l'entreprise est créée et financée par des investisseurs. Ces jeunes entreprises peuvent mener des activités de recherche et développement pendant des années, voire des décennies, sans générer de revenus, tout en produisant de la propriété intellectuelle avant même le lancement commercial d'un nouveau produit ou service. La gestion des risques financiers associés à ce processus serait extrêmement difficile sans une assurance responsabilité civile, une assurance erreurs et omissions, une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants, et d'autres formes d'assurance, car une seule réclamation ou erreur opérationnelle pourrait entraîner la faillite de l'entreprise et épuiser le capital investi. De ce fait, l'assurance des entreprises soutient le processus complet de découverte scientifique et son passage au stade de la commercialisation.

E. Soutien à l'octroi de prêt commercial

Lorsqu'une entreprise possède un établissement physique, la preuve d'une assurance des entreprises constitue une condition préalable à l'obtention d'un prêt commercial. Pour cette raison, les assureurs jouent également un rôle de soutien à l'octroi de prêt au sein de l'économie. Ce prêt favorise ensuite la production, la distribution et l'utilisation des biens ou services offerts par l'entreprise.

F. Protection de la réputation commerciale

Toutes les entreprises doivent surveiller et gérer de près le risque d'atteinte à la réputation. Lorsqu'une entreprise peut prouver à ses clients qu'elle est assurée contre les risques possibles, les consommateurs lui accordent une plus grande confiance. Bien que toutes les entreprises ne soient pas assujetties à une obligation d'assurance, les clients sont heureux de savoir qu'ils font affaire avec une entreprise de bonne réputation, qui prend au sérieux la sécurité de son personnel et de ses clients et qui gère adéquatement son risque financier.



G. Levier de formation de capital

En combinant une couverture d'assurance commerciale adéquate à une stratégie interne de gestion des risques, les entreprises peuvent réaliser des économies à long terme. En effet, une gestion proactive des risques diminue la probabilité de réclamations répétées ou coûteuses. Ainsi, les entreprises démontrent à leur assureur qu'elles sont conscientes des risques et qu'elles prennent les mesures nécessaires pour éviter les pertes inutiles.

Moins il y a de réclamations, plus le profil de risque s'améliore, ce qui peut mener à une baisse des primes d'assurance.

H. Promotion de la sécurité en milieu de travail

En complément de la couverture d'assurance commerciale standard, les garanties supplémentaires incitent les entreprises et les membres de leur personnel à adopter des pratiques sécuritaires.

2b. Exemples de réclamations

Les exemples hypothétiques qui suivent montrent que l'assurance des entreprises ne sert pas seulement à protéger les titulaires de police, mais qu'elle joue aussi un rôle plus large en offrant un filet de protection sociale qui soutient l'activité économique.

Exemple 1 : Un nouvel arrivant démarre une entreprise internationale

Capacité à exercer ses activités à moindre risque dans d'autres pays

Les petites entreprises sont le moteur économique du Canada. Selon une étude de la Banque de développement du Canada¹⁰, il existe plus de 1,1 million de petites et moyennes entreprises (PME) au Canada, ce qui représente 90 % de tous les emplois du secteur privé. Ensemble, elles emploient 10,7 millions de Canadiens et contribuent pour près d'un billion de dollars au PIB annuel.

Pour illustrer comment l'assurance soutient les nouveaux propriétaires d'entreprise, prenons le cas d'un immigrant encouragé à venir s'établir au Canada et à contribuer à l'économie. Il décide de lancer une entreprise de commerce électronique qui vend des biens et des services au Canada et aux États-Unis. Grâce à une assurance responsabilité civile générale qui couvre ses activités commerciales sur les marchés canadien et américain, le nouvel entrepreneur peut avoir l'esprit tranquille, sachant qu'il sera protégé contre les réclamations en responsabilité civile couvertes dans l'un ou l'autre des pays.

¹⁰ Banque de développement du Canada (BDC), « Le nouveau visage de l'entrepreneuriat au Canada », <https://www.bdc.ca/globalassets/digizuite/10151-bdc-etude-sbw-monde-entrepreneurs.pdf>



Exemple 2 : Une agricultrice est victime d'une inondation

Gestion des dommages matériels imprévus

Une agricultrice dans une région rurale du Manitoba voit ses terres inondées, ce qui entraîne la perte de la majorité de son bétail et de ses récoltes. Grâce à sa police d'assurance des biens d'entreprise, assortie d'une garantie contre les inondations, elle est en mesure de régler rapidement les pertes et de commencer à se rétablir financièrement. Ainsi, elle peut relancer ses activités agricoles beaucoup plus vite qu'elle n'aurait pu le faire sans assurance.

Exemple 3 : Un commerce dans une grande ville est vandalisé

Gestion des interruptions d'activité

Le propriétaire d'un magasin arrive un matin et découvre que son commerce a été vandalisé pendant la nuit : façade abîmée, intérieur endommagé. Grâce à la couverture pour pertes d'exploitation incluse dans sa police d'assurance des entreprises, il peut recevoir une aide financière de son assureur pendant que les réparations sont effectuées.

Exemple 4 : Un fabricant de jouets indépendant de l'est du Canada fait l'objet d'une poursuite

Conséquences d'une perte en responsabilité civile sans couverture

Un fabricant de jouets de la Nouvelle-Écosse produit des jouets en plastique sur mesure et les vend sur une plateforme d'artisanat en ligne. L'entreprise vend un jouet à un consommateur dont le fils avale l'une des petites pièces. Une hospitalisation s'ensuit et une poursuite est intentée contre l'entreprise. Le propriétaire, qui jugeait ses activités trop modestes, n'avait pas souscrit de couverture pour ce type de risque. Il a donc dû payer de sa poche tous les frais liés à la responsabilité civile. La situation financière du fabricant de jouets aurait été plus favorable s'il avait souscrit une assurance responsabilité professionnelle (assurance erreurs et omissions) auprès d'un assureur.

À noter qu'entre 2018 et 2022, les assureurs de dommages du Canada ont versé en moyenne 14 milliards de dollars par an en indemnités liées à des réclamations d'assurance des entreprises. C'est une somme que les entreprises auraient dû assumer elles-mêmes en l'absence d'assurance.





Chapitre 3 : Effets liés au marché et aux politiques publiques sur l'assurance des entreprises

Selon des données récentes, le marché dur de l'assurance des entreprises semble se stabiliser. Les pressions sur les coûts diminuent lentement, au Canada comme ailleurs dans le monde. Toutefois, certaines branches de l'assurance des entreprises ont encore bien des défis à relever, ce qui rend difficile toute prévision quant au moment où le marché pourrait s'assouplir¹¹. Bien que de nombreux facteurs viennent compliquer la situation, les perspectives restent très incertaines en raison des chocs macroéconomiques, notamment l'inflation élevée, la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation des primes de réassurance et les retards persistants dans les chaînes d'approvisionnement.

De nature, le marché de l'assurance est cyclique. Tel un pendule, il oscille entre un marché « dur » et un marché « mou ». L'International Risk Management Institute définit ces points d'inflexion du cycle de l'assurance des entreprises comme suit :

- **Marché dur** – Phase ascendante du cycle de marché où les pressions sur les coûts augmentent et où la capacité de la plupart des types d'assurance diminue. Ce phénomène peut être causé par un certain nombre de facteurs, notamment la baisse des rendements de placement des assureurs, la hausse de la fréquence ou de la gravité des sinistres et des décisions réglementaires défavorables à l'égard des assureurs.
- **Marché mou** – Phase du cycle généralement marquée par une capacité de souscription plus importante, une diminution des pressions sur les coûts, des contrats flexibles et une large offre d'assurance.

Au sortir de la pandémie de COVID-19, les entreprises commencent lentement à se rétablir et à s'adapter à la « nouvelle normalité ». Les parties prenantes des secteurs les plus touchés par le marché dur de l'assurance des entreprises ont récemment indiqué que les problèmes d'accessibilité et d'abordabilité rencontrés durant la pandémie se sont en partie résorbés. Néanmoins, des tensions persistent sur le marché, notamment celles décrites dans le tableau ci-dessous.

¹¹ Gambrell, David (July 11, 2023). "Don't Believe the Hype: Why the Hard Market is Softening." *Canadian Underwriter*. <https://www.canadianunderwriter.ca/insurance/dont-believe-the-hype-why-the-hard-market-is-softening-1004235385/>



Assurance des entreprises : enjeux persistants et solutions proposées par le BAC

Enjeux	Solutions proposées par le BAC
<p>Les catastrophes naturelles imprévisibles font grimper les coûts de l'assurance des biens</p> <p>Comme les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et graves, elles entraînent une hausse des coûts en assurance des biens personnels comme en assurance des biens d'entreprise dans plusieurs régions du Canada. Cette tendance, amplifiée par l'inflation et d'autres facteurs macroéconomiques, exerce des pressions à la hausse sur les prix, ce qui se répercute négativement sur les consommateurs.</p>	<p>Pour se préparer aux défis que pourraient poser la disponibilité et l'abordabilité de l'assurance, le BAC continue de suivre de près l'évolution des taux de primes.</p> <p>Sur son site IBC.ca, le BAC a conçu une série d'outils destinée aux consommateurs d'assurance des biens personnels et d'assurance des entreprises. Cette trousse vise à informer les consommateurs sur le fonctionnement de l'assurance et propose des conseils pour aider les Canadiens à protéger leurs habitations et leurs entreprises, tout en réduisant leur profil de risque.</p> <p>Enfin, pour atténuer les répercussions des catastrophes naturelles, le BAC collabore avec le gouvernement fédéral dans le cadre de la stratégie et du plan d'action nationaux d'adaptation récemment annoncés, qui prévoient la mise en place d'un programme national d'assurance contre les inondations, d'abord axé sur le secteur résidentiel.</p>



Enjeux	Solutions proposées par le BAC
<p>Le camionnage commercial fait face à des problèmes</p> <p>Le secteur du camionnage commercial au Canada fait face à un certain nombre de problèmes convergents qui, s'ils ne sont pas résolus, pourraient menacer la stabilité de la chaîne d'approvisionnement du pays. Comme les camions commerciaux assurent le déplacement des marchandises à l'échelle nationale, ils jouent un rôle essentiel dans l'économie.</p> <p>Or, depuis des années, l'abordabilité de l'assurance pour ce secteur demeure problématique. Les assureurs continuent également de constater une augmentation importante de la fréquence et du coût des collisions.</p> <p>Résultat : les pertes de nombreux assureurs dépassent largement les primes perçues, ce qui accentue la pression sur les tarifs d'assurance dans le secteur du camionnage commercial, en particulier pour les exploitants d'un seul véhicule ou de petites flottes.</p>	<p>Le nombre croissant d'accidents graves illustre bien qu'il y a un problème de sécurité sur nos routes. C'est pourquoi le BAC a élaboré un ensemble de recommandations nationales pour le camionnage commercial visant à renforcer la formation et le soutien offerts aux conducteurs de camions. Parmi ces recommandations figure la mise en place d'un programme de formation obligatoire amélioré, uniforme à l'échelle du Canada, qui met l'accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la formation, l'accréditation et la certification des instructeurs;• l'actualisation des protocoles de formation aux niveaux national et provincial-territorial;• la promotion d'une maîtrise complète des compétences de conduite et d'une formation continue. <p>Le BAC estime que la mise en œuvre de ces recommandations contribuerait grandement à réduire le nombre de collisions et à améliorer le profil de risque global de l'assurance du camionnage commercial.</p>



Enjeux	Solutions proposées par le BAC
<p>Les entreprises courent des cyberrisques</p> <p>Les cybermenaces deviennent de plus en plus fréquentes et sophistiquées, ce qui représente un risque grandissant pour les entreprises au Canada. Elles doivent donc renforcer leurs mesures de cybersécurité.</p> <p>Une étude menée en 2022 par l’Autorité canadienne pour les enregistrements Internet¹² révèle que 74 % des organisations ont souscrit une assurance contre les cyberrisques et que 36 % d’entre elles ont une police d’assurance autonome. Toutefois, beaucoup d’entreprises demeurent à risque.</p> <p>Bien que l’assurance contre les cyberrisques soit une branche d’activité en pleine croissance, mais encore relativement modeste au Canada, il faut la considérer comme un volet essentiel d’une stratégie globale de cybersécurité, et non comme un substitut à la cyberrésilience.</p> <p>Dans un contexte de cybermenaces en constante mutation, il est essentiel que les entreprises aient accès à des ressources pour améliorer leur hygiène informatique.</p>	<p>Les entreprises qui disposent de bons protocoles de gestion des cyberrisques et qui ont une compréhension approfondie de leur profil de risque sont mieux armées contre les menaces numériques. Elles ont aussi plus de choix quand vient le temps de souscrire une assurance contre les cyberrisques. Conscient de cette réalité, le BAC aide les PME entreprises à renforcer leur résistance aux cyberrisques.</p> <p>Le BAC mène chaque année une campagne de sensibilisation afin d’éduquer les consommateurs sur les cyberrisques. En 2022, la campagne mettait l’accent sur l’hygiène informatique des propriétaires d’entreprise et de leurs employés. Elle comprenait notamment un bulletin « Cyberfuté », fondé sur un sondage Angus Reid, qui évaluait les connaissances et les comportements des employés de PME en matière de cyberrisque et de cybersécurité.</p> <p>En 2023, le BAC mettra à jour son bulletin « Cyberfuté » et poursuivra ses efforts auprès des propriétaires d’entreprise et de leurs employés afin de les aider à mieux comprendre leur exposition aux cyberrisques et à se familiariser avec l’assurance contre les cyberrisques comme option de transfert du risque.</p> <p>La cybersécurité est l’affaire de tous. C’est pourquoi le BAC et le secteur de l’assurance travaillent main dans la main avec les administrations publiques et les organismes de réglementation afin de favoriser un écosystème numérique durable au Canada.</p>

¹² CIRA, « 2022 Cybersecurity Survey », <https://www.cira.ca/en/resources/documents/cybersecurity/2022-cira-cybersecurity-survey/>

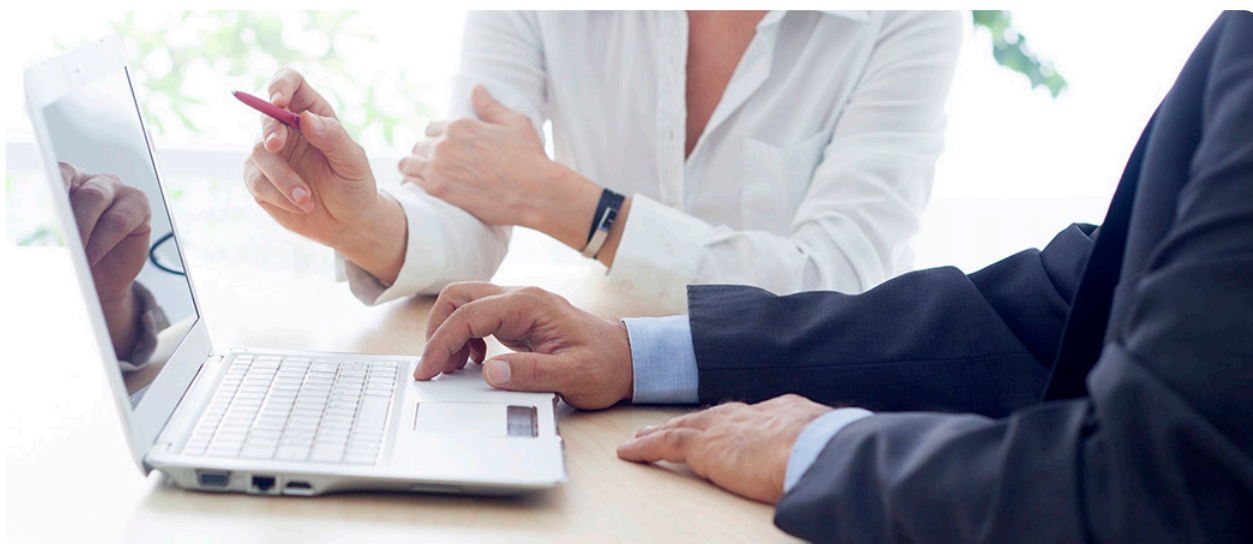


Conclusion

L'assurance, avant tout, sert à protéger contre les répercussions financières d'un événement futur et incertain¹³. En l'absence d'assurance des entreprises, les coûts seraient considérablement plus élevés, et sans doute insoutenables, pour la plupart des entreprises. Cela mettrait en danger la stabilité financière du milieu des affaires au Canada.

L'assurance des entreprises contribue de façon importante au bien-être économique des Canadiens par la création d'emplois, les revenus d'emploi et sa part du PIB. Ces retombées économiques directes s'accompagnent d'effets de réseau plus larges et bénéfiques sur le plan social, telles que la sécurité financière, la tranquillité d'esprit, la gestion du risque, l'appui à l'innovation et la formation de capital. On peut affirmer sans exagération que la vie économique moderne serait impossible sans l'assurance, en particulier l'assurance des entreprises.

¹³ Grant, Eric (2012). The Economic and Social Value of Insurance. The Geneva Association, 16.





Annexe A : Définitions et méthodologie

Définitions¹⁴

Le secteur de l'assurance se compose des sociétés d'assurance, des agences et des courtiers d'assurance. Voici les définitions de ces trois termes selon Statistique Canada.

Sociétés d'assurance

Ce groupe comprend les établissements dont l'activité principale consiste à faire souscrire des contrats d'assurance de rente et d'autres formes de contrat d'assurance, et à faire de la réassurance. Les établissements de ce groupe prélèvent des primes pour se constituer un portefeuille d'actifs financiers en prévision des sinistres ultérieurs. Les cotisations et les primes sont fixées sur la base d'une évaluation actuarielle des réserves constituées. Sont incluses les sociétés d'assurance directe dont l'activité principale consiste à faire souscrire directement des titulaires de police à des contrats d'assurance de rente ou à d'autres formes de contrats d'assurance, de même que les sociétés de réassurance dont l'activité principale consiste à prendre à leur compte la totalité ou une partie du risque associé à des polices d'assurance émises par d'autres assureurs. Les classes sont définies en fonction du type de risque assuré (décès, perte d'emploi due à l'âge ou à une invalidité, dommages matériels).

Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance

Ce groupe comprend les établissements dont l'activité principale consiste à vendre de l'assurance ou à fournir des services en rapport avec l'assurance.

Méthodologie utilisée par Statistique Canada

Sauf indication contraire, tous les chiffres relatifs au PIB nominal, à l'emploi, au revenu des ménages et aux recettes fiscales présentés dans ce rapport proviennent de Statistique Canada, qui a utilisé des tableaux ressources-emplois et des modèles d'entrées-sorties détaillés. Les résultats du modèle quantifient les retombées économiques directes, indirectes et induites (cumulées) :

- Les retombées directes concernent uniquement les entreprises, les employés et les travailleurs autonomes des sociétés d'assurance (SCIAN 5241) ainsi que des agences, courtiers et autres activités liées à l'assurance (SCIAN 5242). Exemple : les taxes sur les primes versées directement par les assureurs.
- Les retombées indirectes (ou retombées sur la chaîne d'approvisionnement) sont générées par les achats en amont (chaîne d'approvisionnement) effectués par les groupes identifiés dans la phase des retombées directes. Exemple : les groupes dans l'économie de l'assurance de dommages font appel à des services juridiques et administratifs externes.

¹⁴ Statistique Canada, « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0 », dernière modification le 1^{er} juin 2023.



- Les retombées induites découlent des dépenses que font les employés des groupes identifiés dans les phases directe et indirecte à partir des revenus tirés de l'activité analysée. Ces dépenses entraînent une augmentation de l'emploi, des revenus et des recettes fiscales, qui peut être observée dans un large éventail de secteurs.

Retombées globales des assureurs de dommages

Statistique Canada produit des estimations détaillées (PIB, emploi, revenu des ménages, taxes sur les produits et taxes sur la production par niveau de gouvernement) pour les assureurs. Toutefois, ces estimations englobent à la fois le secteur de l'assurance de dommages et celui de l'assurance de personnes. Afin d'isoler la contribution directe du secteur de l'assurance de dommages, Statistique Canada a utilisé des données financières détaillées provenant des assureurs permettant de calculer séparément la production estimée des deux secteurs. Conformément au Système de comptabilité nationale de 2008, la production de chaque secteur a été calculée en additionnant les primes d'assurance acquises et les revenus de placement¹⁵, puis en soustrayant les sinistres survenus.

La part de l'assurance de dommages dans la production totale du secteur de l'assurance a ensuite été obtenue en divisant la production des assureurs de dommages par la production totale des assureurs (assurance de dommages + assurance de personnes). Cette proportion a été appliquée à l'ensemble des paramètres des retombées économiques des assureurs fournis par Statistique Canada, ce qui a permis d'obtenir des estimations pour les assureurs de dommages.

Retombées globales des agences, des courtiers et d'autres activités liées à l'assurance de dommages

La quasi-totalité de la production des courtiers, agents et experts en sinistres provient des sociétés d'assurance. Par conséquent, les retombées économiques des agences, courtiers et autres activités liées à l'assurance de dommages ont été estimées en appliquant un choc de production aux assureurs. Elles sont incluses dans les résultats du modèle comme retombées indirectes des assureurs.

¹⁵ Les revenus de placement correspondent à la somme des intérêts et des dividendes, des gains réalisés et des frais de placement.



Annexe B : Données économiques relatives aux branches de l'assurance des entreprises

Source : Analyse du BAC avec des données de Statistique Canada

	Retombées directes	Multiplicateur	Retombées globales
Canada			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	8 460 941	1,75	14 847 352
Revenus du travail (en milliers de \$)	4 681 550	1,75	8 178 642
Emploi (nombre d'emplois)	56 054	2,05	114 894
Alberta			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	752 846	1,91	1 439 801
Revenus du travail (en milliers de \$)	441 824	1,83	808 372
Emploi (nombre d'emplois)	6 249	1,94	12 096
Colombie-Britannique			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	858 929	1,77	1 517 849
Revenus du travail (en milliers de \$)	521 072	1,65	859 967
Emploi (nombre d'emplois)	7 070	1,85	13 090
Nouveau-Brunswick			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	172 149	1,55	267 023
Revenus du travail (en milliers de \$)	76 588	1,68	128 561
Emploi (nombre d'emplois)	1 085	1,89	2 045
Terre-Neuve-et-Labrador			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	48 294	1,56	75 359
Revenus du travail (en milliers de \$)	20 672	1,71	35 308
Emploi (nombre d'emplois)	307	1,80	554



	Retombées directes	Multiplicateur	Retombées globales
Nouvelle-Écosse			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	102 841	1,55	158 956
Revenus du travail (en milliers de \$)	48 563	1,60	77 485
Emploi (nombre d'emplois)	695	1,78	1 238
Ontario			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	4 121 371	1,74	7 164 234
Revenus du travail (en milliers de \$)	2 247 292	1,74	3 917 159
Emploi (nombre d'emplois)	24 968	2,10	52 532
Île-du-Prince-Édouard			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	18 173	1,81	32 960
Revenus du travail (en milliers de \$)	8 929	1,89	16 844
Emploi (nombre d'emplois)	150	2,00	301
Québec			
PIB aux prix de base (en milliers de \$)	1 802 962	1,77	3 195 189
Revenus du travail (en milliers de \$)	1 040 895	1,76	1 834 019
Emploi (nombre d'emplois)	12 414	2,11	26 193



bac.ibc.ca

